



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE



Luxembourg, le 11 avril 2011
(OR. en)
8836/11
PRESSE 99

Le champ d'application de la directive de l'UE relative aux résidents de longue durée est étendu aux réfugiés et aux autres bénéficiaires d'une protection internationale

Le Conseil a adopté ce jour une directive étendant les règles de l'UE relatives aux résidents de longue durée, qui modifie la directive 2003/109/CE ([66/10](#) + [8427/11 ADD 1 REV 1](#)). En conséquence, les réfugiés et les bénéficiaires d'une protection subsidiaire pourront obtenir le statut de résident de longue durée sur des bases similaires à celles applicables aux autres ressortissants de pays tiers séjournant légalement sur le territoire de l'UE depuis plus de cinq ans.

Les États membres devront se conformer aux nouvelles règles dans un délai de deux ans. Le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ne sont pas concernés par l'application de ces règles.

Principaux avantages

Les bénéficiaires d'une protection internationale qui se voient accorder le statut de résident de longue durée jouiront, comme tous les autres ressortissants de pays tiers bénéficiant de ce statut, d'un certain nombre de droits:

- le droit de circuler librement dans l'UE et, en particulier le droit de devenir résident d'un autre État membre de l'UE, ainsi que,
- sous certaines conditions, l'égalité de traitement avec les citoyens de l'État membre de l'UE dans lequel ils résident, dans un large éventail de domaines économiques et sociaux, notamment pour ce qui est de l'enseignement, de l'accès au marché du travail et des prestations de sécurité sociale.

Les nouvelles règles constituent donc un instrument au service d'une meilleure intégration des bénéficiaires d'une protection internationale qui vivent depuis longtemps dans la société qui les accueille.

P R E S S E

Méthode de calcul pour la période de cinq ans requise

La directive prévoira des modalités spécifiques pour le calcul de la période de cinq ans requise pour se voir accorder le statut de résident de longue durée:

- la règle de base est qu'il faudrait tenir compte d'au moins la moitié de la période comprise entre la date du dépôt de la demande de protection internationale et la date à laquelle cette protection a été accordée;
- dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la procédure d'asile s'étend sur plus de dix-huit mois, la période entière devrait être prise en compte.

La directive prévoit également, dans certaines circonstances particulières, des possibilités de retirer le statut et d'éloigner le ressortissant d'un pays tiers, dans le respect des obligations internationales.

Historique/Contexte juridique

La Commission a publié sa proposition de modification de la directive 2003/109/CE le 8 juin 2007. Le Conseil a étudié cette proposition mais n'a pas pu dégager d'accord à l'unanimité en 2008. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, les questions relatives aux migrations légales relèvent de la procédure législative ordinaire, dans le cadre de laquelle le Conseil doit se prononcer à la majorité qualifiée.

La directive fait partie d'un ensemble des six propositions législatives que les États membres se sont engagés à adopter en vue de mettre en place un régime d'asile européen commun (RAEC) d'ici 2012, les autres propositions concernant les règlements Dublin et Eurodac ainsi que les directives sur les conditions à remplir, sur les conditions d'accueil et sur la procédure.